

Titre IX : Dispositions Diverses

Article 30 : A moins d'arrangement particulier avec les entreprises de transports et de travail aérien, notamment :

les redevances prévues aux articles 2, 5, 7, et 10 du présent décret sont acquittées, avant le départ de l'aéronef, par le pilote commandant le bord entre les mains du régisseur de recettes établi sur l'aérodrome ;

Les redevances prévues aux articles 14, 16 et 20 du présent décret sont acquittées, chaque mois, par chacune des entreprises de transport aérien entre les mains du régisseur de recettes établi sur l'aérodrome, sur le vu des justifications nécessaires.

Les régisseurs de recettes donnent reçu de toute somme encaissée à charge par eux d'en reverser, mensuellement, le montant aux comptables du Trésor qui en feront recette aux chapitres des produits divers du budget général.

Article 31 : Tout usager d'aérodrome qui ne paie pas les redevances qui lui incombent en vertu du présent décret ou contrevient aux dispositions dudit décret ou des arrêtés pris pour son application est passible de poursuites exercées selon la procédure instituée par le dahir du 20 joumada I 1354 (21 août 1935) portant règlement sur les poursuites en matière d'impôts directs, taxes assimilées, produits et revenus domaniaux et autres créances recouvrées par les agents du Trésor.

La résiliation d'un abonnement ou le retrait d'une autorisation d'occupation temporaire peut être prononcé moyennant un préavis de quinze jours contre tout usager en retard dans ses paiements ou contrevenant aux consignes générales de l'aérodrome.

Le retrait temporaire ou définitif de la licence du pilote commandant de bord peut être opéré à titre de sanction supplémentaire.

Article 32 : Sont abrogés le décret royal n° 843-65 du 17 chaabane 1385 (11 décembre 1965) portant réglementation des redevances à percevoir sur les aérodromes et fixant leur montant, ainsi que les textes pris pour son application.

Article 33 : Le ministre des transports et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au Bulletin officiel et prendra effet à compter du 6 chaabane 1399 (1er juillet 1979).

Fait à Rabat, le 14 chaabane 1399 (29 juin 1979).

Maati Bouabid.

Pour contreseing : Le ministre des transports,

Mohand Naceur.

Le ministre des finances,

Abdelkamel Rerhrhaye.